



**PRÉFÈTE
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PREFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

20260108

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

modifiant l'arrêté préfectoral n°10/02464 autorisant l'exploitation d'une forge de pièces en alliages de titane par la société UKAD située sur la commune de Saint-Georges-de-Mons et autorisant le transfert à la société Aubert & Duval usine des Ancizes des droits d'exploitation de la société UKAD

La préfète du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R.181-47 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique 2561 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10/02464 du 29 septembre 2010 autorisant l'exploitation d'une forge de pièces en alliages de titane par la société UKAD située sur le territoire de la commune de Saint-Georges-de-Mons ;

Vu le dossier de porter à la connaissance du préfet par la société UKAD le 7 juillet 2020 concernant l'exploitation de son site de Saint-Georges-de-Mons et informant des modifications apportées aux activités de son site ;

Vu le courrier du 25 février 2025 transmis par l'exploitant le 25 février 2025 informant de la fusion par absorption de la société UKAD par Aubert & Duval, usine des Ancizes et souhaitant adjoindre le périmètre autorisé de la société UKAD à celui de la société Aubert & Duval, usine des Ancizes

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 novembre 2025 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 19 novembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant par courriel en date du 17 décembre 2025 ;

Considérant que l'installation exploitée par UKAD relève du régime de l'enregistrement en bénéficiant de la procédure d'autorisation au regard de son classement historique ;

Considérant que le classement du site a évolué du fait de la modification de la nomenclature des installations classées pour les rubriques 2560 (création du seuil d'enregistrement par le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013) et 2920 (supprimée par le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018) ;

Considérant que le classement du site a évolué à la rubrique 2713 suite à la mise à jour des capacités de stockage qui s'avèrent être inférieures à 100 m³, soit en en-deçà du seuil de la déclaration ;

Considérant que l'exploitant a actualisé la liste des fours concernés par la rubrique 2561 et que le classement reste celui de la déclaration ;

Considérant que certaines installations n'ont jamais été mises en service et que les modifications apportées engendrent les conséquences suivantes :

- les besoins en eau potable ont augmenté par rapport à la demande initiale mais restent faibles,
- une partie des émissaires de rejets à l'atmosphère a évolué depuis la mise en service,
- l'origine et la composition des eaux usées industrielles ont été modifiées compte tenu de l'absence des activités de ressuage,
- le mode de gestion des déchets produits a évolué ;

Considérant que les modifications apportées au site ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la fusion par absorption de la société UKAD est considérée comme une demande de changement d'exploitant et que les informations relatives au nouveau bénéficiaire (la société Aubert et Duval, usine des Ancizes) ont été adressées au préfet dans les trois mois suivant ce transfert conformément à l'article R.181-47 du code de l'environnement ;

Considérant que pour faciliter la gestion administrative, il convient de ne pas fusionner les autorisations délivrées sur les sites UKAD et Aubert et Duval, usine des Ancizes et de maintenir des périmètres ICPE distincts pour que établissement ;

Considérant que les modifications susvisées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est néanmoins nécessaire d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté de préfectoral du 29 septembre 2010 afin de prendre en compte les modifications intervenues sur les installations depuis la mise en service ainsi que le changement d'exploitant ;

Considérant que le préfet peut, sur proposition de l'inspection des installations classées, prescrire toute prescription additionnelle ou modifier les prescriptions existantes applicables à une installation classée, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Titre 1 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

L'arrêté préfectoral n° 10/02464 du 29 septembre 2010 susvisé autorisant la société UKAD à exploiter une forge de pièces métalliques en titane ou alliages base nickel situé au Rd 62 Ld La Croix De Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons, est transféré dans son intégralité à la société Aubert & Duval usine des Ancizes dont le siège social se trouve 12 rue d'Oradour sur Glane 92130 Issy-les-Moulineaux et immatriculée au Registre du Commerce de Nanterre sous le numéro 380 342 808 (SIRET 380 342 808 00090).

Les anciennes installations UKAD sont désormais dénommées « Aubert et Duval, usine des Ancizes, atelier forge titane ».

Titre 2 - DISPOSITIONS MODIFIÉES

Chapitre 2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE

L'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2560	1	E	Travail mécanique des métaux	Presse (6,6 MW), Meulage (450 kW), Sciage (39 kW), Ecroutage (280 kW), Polissage (200 kW) Somme = 7,569 MW Installations connexes : 5 fours de réchauffage à gaz (FD101 à FD104 et FS1) et 3 fours électriques (FD105 à FD107)	500	kW	7569	kW au total
2561		DC	Trempe et revenu des métaux et alliages	7 fours dormants (4 fours à gaz FD101 à FD104 et 3 fours électriques FD105 à FD107) et 1 four à sole mobile (FS 1 à gaz) 1 bac de trempe à eau	-	-	-	-

(*) A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration à contrôle périodique – NC : Non classé »

Chapitre 2.2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 2.2.1 - CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJET A L'ATMOSPHÈRE ET INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les caractéristiques des cheminées sont les suivantes :

Désignation des équipements	N° point de rejet	Hauteur en m	Section au débouché	Dimensions intérieures du conduit en m
Four FD101	1	20	Circulaire	0,7
Four FD102	2	20	Circulaire	0,7
Four FD103	3	20	Circulaire	0,7
Four FD104	4	20	Circulaire	0,7
Four FS1	5	26,7	Circulaire	0,7
Dépoussiéreur meuleuse	8	17,65	Circulaire	0,88
Dépoussiéreur presse	10	17	Circulaire	0,55

Les points de rejets à l'atmosphère sont les suivants :

N° point de rejet	Installations	Atelier	Nature des rejets	Traitement
1 à 5	Fours de forge	Forgeage	CO, NOx, poussières	/
8	Cabine de meulage	Travail des métaux	Poussières, métaux	Filtre à manches
10	Presse	Travail des métaux	Poussières, métaux	Filtre à manches

»

Article 2.2.2 - VALEURS LIMITES DE REJET A L'ATMOSPHÈRE

Le chapitre 3.3. de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) pour toutes les installations,
- à la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé pour les fours. »

Article 2.2.3 - VALEURS LIMITES DE REJET A L'ATMOSPHERE DES OPERATIONS DE MEULAGE ET DE LA PRESSE

L'article 3.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3.3.1. Meulage et presse

Les rejets atmosphériques issus des opérations de meulage et de la presse doivent respecter les valeurs limites suivantes aux points de rejet n°8 et 10 :

Paramètres	Valeurs limites		Critères de surveillance Fréquence
	Concentration (mg/m ³)	Flux maximal (kg/h)	
Métaux totaux	5	0,4	1 mesure annuelle pour chaque émissaire
Poussières	100	0,8	

»

Article 2.2.4 - VALEURS LIMITES DE REJET A L'ATMOSPHERE DES FOURS

L'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rejets atmosphériques issus des fours doivent respecter les valeurs limites suivantes aux points de rejet n°1 à 5 :

Paramètres	Valeurs limites		Critères de surveillance Fréquence
	Concentration (mg/m ³)	Flux maximal (t/an)	
CO	50	0,2	1 mesure représentative tous les ans pour chacun des fours
NOx	300	4,3	
Poussières	100	0,4	

»

Article 2.2.5 - DISPOSITIONS RELATIVES AU RESSUAGE

Les articles 3.3.1.3 et 3.4 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé sont supprimés.

Chapitre 2.3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Article 2.3.1 - ORIGINE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement moyen annuel en m3
Réseau public	2500

»

Article 2.3.2 - IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux usées sanitaires : elles sont envoyées vers le bassin de rétention des eaux pluviales de 2000 m³, après passage par une station d'épuration de capacité 25 EH, puis vers le milieu naturel La Viouze.

- eaux usées industrielles : elles comprennent les vidanges du bac de trempe et de la cuve à ultrasons. Elles sont traitées comme des déchets et respectent les dispositions du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé. Elles ne sont pas rejetées au milieu naturel.

- eaux pluviales : elles sont composées des eaux ruisselant sur les sols, aires de stationnement, voies de circulation, aires de dépotage et de toiture. Elles sont envoyées vers le bassin de rétention des eaux pluviales de 2000 m³, après passage par un séparateur d'hydrocarbures, puis vers le milieu naturel La Viouze. »

Chapitre 2.4 - TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Article 2.4.1 - DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

L'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place une gestion par filière de valorisation ou d'élimination de ses déchets. Les modes de gestion des déchets sont définis comme suit :

Élimination :

- D5 : Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement).,
- D10 : Incinération à terre.

Valorisation :

- R1 : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie,
- R3 : Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques),
- R4 : Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques,
- R5 : recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
- R9 : Régénération ou autres réemplois des huiles.

L'exploitation de l'établissement est menée de manière à respecter les dispositions figurant dans le tableau ci-après :

Désignation du déchet	Origine du déchet	Quantité moyenne (T/an)	Filière d'élimination
Huiles usagée	Vidange des équipements	20	R1 ou R9
Piles et accumulateurs	/	0,6	R4
Déchets d'équipements électriques et électroniques	/	2	R4
Huiles solubles usagées	Vidange des équipements	50	D10
Eau souillée du bac de trempe et de la cuve à ultra-	Vidange bac de trempe	160	R5

Désignation du déchet	Origine du déchet	Quantité moyenne (T/an)	Filière d'élimination
sons			
Solvants usés	Maintenance	0,8	R9
Emballages souillés	Fûts divers	2	R1
Copeaux et poussières métalliques	Parachèvement et presse	1500	D5 et R4
Réfractaires	Fours	/	D5
Laine minérale	Fours		D5
Bois non recyclable en interne	Emballage	120	R3
Cartons, papiers, plastiques	Emballage	10	R3
Meules usagées	Parachèvement	50	D5
Déchets de bureaux, DIND	/	50	R1
Biodéchets	Réfectoire	1	R3
Eaux souillées hydrocarbures	Nettoyage équipements	70	R3
Boues liquides souillées	Nettoyage équipements	50	R3
Matériaux souillés	Maintenance/ateliers	10	R1
Aérosols	Maintenance/ateliers	0,2	R1
Ferraille	/	30	R4

»

Chapitre 2.5 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

Article 2.5.1 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Le tableau 8 de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Identification du point de mesures par rapport au plan 1 ci-après	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période diurne (7 à 22 h), sauf dimanches et jours fériés	Période nocturne (22 à 7 h) ainsi que les dimanches et jours fériés
Point 1	70	60
Point 2	70	60
Point 3	70	60

»

Chapitre 2.6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES A CERTAINES ACTIVITÉS

Article 2.6.1 - INSTALLATIONS DE COMPRESSION

L'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est supprimé.

Article 2.6.2 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 susvisé est supprimé.

Titre 3 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Chapitre 3.1 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de quatre mois.

Chapitre 3.2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Chapitre 3.3 - OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme et au bénéficiaire de la décision, la société Aubert & Duval usine des Ancizes, dont le siège social se trouve 12 rue d'Oradour sur Glane 92130 Issy-les-Moulineaux, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Chapitre 3.4 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne – Rhône-Alpes et le maire de Saint-Georges-de-Mons sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Aubert & Duval usine des Ancizes et dont une copie sera adressée :

- au maire de Saint-Georges-de-Mons,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef de l'unité inter-départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL.

Clermont-Ferrand, le 12 JAN. 2026

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

